



L'IMPACT DES VIOLENCES CONJUGALES SUR LES FEMMES MIGRANTES UNE DOUBLE VIOLENCE

Selma BENKHELIFA

Avocate à Progress Lawyers Network

Les femmes migrantes qui subissent des violences conjugales¹ sont doublement victimes : à la violence subie au quotidien du fait de leur partenaire s'ajoute la violence administrative, le risque de « perdre les papiers ». La plupart du temps, il s'agit de femmes arrivées en Belgique par le biais du regroupement familial qui subissent des violences conjugales et risquent de perdre leur droit de séjour après avoir quitté le domicile conjugal.

Selon un rapport établi par Human Rights Watch en 2012 :

Bien que la violence intrafamiliale et d'autres formes de violence sexistes ne se limitent manifestement pas aux communautés de migrants, certaines femmes migrantes en Belgique sont confrontées à des difficultés particulières pour accéder à la protection. En particulier, notre étude a révélé que les femmes qui ont récemment émigré en Belgique pour le regroupement familial ou le mariage ainsi que les femmes migrantes sans-papiers sont confrontées à des entraves spécifiques à l'accès à la protection. (...)

Human Rights Watch a documenté plusieurs cas dans lesquels des femmes non ressortissantes de l'UE qui sont venues en Belgique en tant que migrantes dans le cadre du regroupement familial ont reçu un ordre d'expulsion après avoir quitté un conjoint violent. La crainte que dénoncer la violence et quitter un partenaire puissent mettre en péril le statut d'immigration signifie que les femmes migrantes victimes de violence de la part de leurs partenaires peuvent être contraintes de subir la violence jusqu'à ce qu'elles aient un statut juridique plus sûr.² » La situation ne s'est guère améliorée depuis.

LA LOI DU 15 DÉCEMBRE 1980 ET SES CONSÉQUENCES

Le droit au regroupement familial n'est pas un droit ouvert pour les migrant.e.s, c'est le droit pour les Belges, les Européen.ne.s ou celles et ceux qui bénéficient d'un droit de séjour d'être rejoints par leur partenaire. Toute la philosophie de la loi accorde plus de droits au regroupant qu'au migrant. Le regroupement familial permet donc, par exemple, à une femme de rejoindre son époux, mais la loi exige une cohabitation effective pendant 3 ou 5 ans. La loi exige également que le partenaire qui ouvre le droit au regroupement dispose de ressources suffisantes. En pratique, l'épouse d'un étranger reçoit une carte valable un an. Cette carte de séjour doit être renouvelée chaque année et lors de chaque renouvellement, l'Office des étrangers peut vérifier s'il y a toujours une vie commune. Si ce n'est pas le cas, l'Office des étrangers peut décider de retirer le titre de séjour. L'épouse d'un.e Belge ou citoyen.ne de l'UE reçoit une carte de séjour d'une durée de validité de 5 ans. Mais l'Office des étrangers peut vérifier la vie commune à tout moment pendant cette période et retirer le séjour, et ce, pendant 5 ans. Un séjour permanent et autonome qui ne dépendra pas de la relation avec le partenaire n'existe qu'après 5 ans de séjour en Belgique.

Les partenaires regroupant.e.s sont parfaitement au courant de l'obligation pour leur partenaire de rester avec eux. Ils connaissent l'existence de ce risque de perdre le séjour. Beaucoup vont alors profiter de cette situation malsaine. Un rapport de pouvoir s'installe dans le couple puisque l'un des deux sait que si la relation se termine, l'autre perd tout. Il est clair que quelqu'un qui a déjà tendance à la violence – physique ou psychologique – profitera de cette situation légale favorable à ses abus. La loi exacerbe le sentiment de pouvoir et de domination de l'un sur l'autre. On constate même que certains auteurs de violence conjugale iront jusqu'à écrire à l'Office des étrangers pour se plaindre d'avoir été victime d'un « mariage gris ». La législation sur les étrangers, déjà très stricte, se voit encore détournée par celui qui n'accepte pas d'avoir été quitté.

L'EXCEPTION POUR VIOLENCES CONJUGALES

La loi a prévu une exception pour les victimes de violences. Mais si la loi peut sembler protectrice, il est en réalité extrêmement difficile de conserver le droit de séjour pour une victime de violences conjugales. L'article 42 quater (pour les partenaires de Belges ou de citoyens UE) prévoit que l'Office des étran-

gers ne peut pas retirer le titre de séjour s'il a reçu la preuve de « *violences dans la famille* » ou de l'un des « *faits de violence visés aux articles 375, 398 à 400, 402, 403 ou 405 du Code pénal* », c'est-à-dire de viol, de tentative d'homicide ou de lésions corporelles. L'article 11§2 alinéa 4 (pour les partenaires d'étrangers) stipule quant à lui que l'Office des étrangers ne peut retirer le permis de séjour s'il dispose de la preuve d'une « *violence visée aux articles 375, 398 à 400, 402, 403 ou 405 du Code pénal* ». Il s'agit donc de viol, de tentative d'homicide ou de lésions corporelles uniquement. En pratique, de nombreux problèmes se posent.

LA PREUVE DES VIOLENCES

Pour que ces mesures de protection puissent s'appliquer, les preuves de violences doivent être apportées avant qu'une décision de retrait ne soit prise par l'Office des étrangers. Tous les intervenants sociaux qui travaillent dans le domaine des violences conjugales savent à quel point il est difficile pour une victime de porter plainte. Dans le cas d'une victime arrivée par regroupement familial, pas de plainte signifie pas de protection. Dans de nombreuses décisions de retrait, on peut lire ce type de motivation : « *De plus, la juriste déclare que l'intéressée subissait des violences de la part de son époux mais qu'elle n'a jamais porté plainte. Elle est donc dans l'impossibilité de démontrer par des documents probants les propos tenus. L'intéressée ne peut donc se prévaloir des exceptions prévues à l'article 42 quater³ (...)* ». Il est donc fondamental de porter plainte, d'avertir l'Office des étrangers des plaintes déposées et de communiquer les preuves (certificats médicaux, témoignages, etc...). Le retrait du séjour peut aller très vite. Une femme qui fuit le domicile conjugal n'aura, bien souvent, pas le réflexe d'envoyer un courrier recommandé à l'Office. Une plainte à la police n'est pas transmise automatiquement. La plupart des gens l'ignorent, et dans la logique d'une victime, ce qui a été déposé devant la police sera également connu de l'Office des étrangers. Or, ce n'est pas le cas.

L'ABSENCE DE RECOURS DE PLEINE JURIDICTION

Le recours devant le Conseil du contentieux des étrangers est un recours en annulation uniquement. Cela implique deux choses. Premièrement, cela signifie que tous les documents qui n'ont pas été portés à la connaissance de l'Office avant la décision ne seront pas examinés. Deuxièmement, le Conseil ne peut pas substituer son appréciation à celle

de l'Office des étrangers. Il peut uniquement annuler une décision qui violerait manifestement la loi ou qui serait insuffisamment motivée. Lors de la transposition en droit belge de la Convention d'Istanbul, il a été question de changer la loi sur ce point et d'introduire un vrai recours dans lequel le juge pourrait examiner le fond du dossier et rendre une décision qui se substitue à celle de l'Office des étrangers. Cette exigence n'est toujours pas rencontrée.

LA DÉFINITION DE LA VIOLENCE

La loi définit la violence conjugale de manière restrictive. Toutes les violences psychologiques n'entrent pas en ligne de compte, puisque seuls les coups et blessures sont visés. Et même avec des coups, il faut encore « un certain degré de gravité ». Dans une décision, l'Office a estimé que : « Les faits de violences conjugales sont cependant insuffisamment établis, et ce malgré la présence dans le dossier administratif du rapport des urgences, puisqu'il ne serait la conséquence que d'un fait strictement isolé entre les époux. »

Le Conseil a accepté cette vision des choses en ces termes, « ... si la violence domestique ou conjugale peut revêtir plusieurs aspects, il n'en reste pas moins qu'en conditionnant l'application de l'article 42 quater §4, alinéa 1^{er}, 4^o de la loi, à l'existence d'une situation particulièrement difficile, le législateur a nécessairement entendu que les actes commis soient suffisamment établis et atteignent un certain degré de gravité, sous peine de galvauder la notion même de violence domestique ou conjugale... »⁴. En d'autres mots, des coups une seule fois, ce n'est pas si grave : « Madame, retournez chez votre mari ou dans votre pays ».

L'EXIGENCE DE RESSOURCES FINANCIÈRES

Pour bénéficier de la protection légale, il faut apporter la preuve de ressources suffisantes. Dans un dossier concernant une femme sans-abri, le Conseil a ainsi refusé le maintien du séjour au motif que : « le maintien au droit de séjour n'est applicable que pour autant que les personnes concernées démontrent qu'elles sont travailleurs salariés ou non-salariés en Belgique, ou qu'elles disposent de ressources suffisantes visés à l'article 40, § 4, alinéa 2, afin de ne pas devenir une charge pour le système d'assistance sociale du Royaume au cours de leur séjour, et qu'elles disposent d'une assurance maladie couvrant l'ensemble des risques en Belgique. Le Conseil observe qu'il ressort de la motivation de l'acte entre-

pris et du dossier administratif que la requérante ne remplit pas la condition liée aux ressources suffisantes, exigence pourtant cumulative, prévue par la loi »⁵. On comprend immédiatement le cercle vicieux dans lequel cette femme va se retrouver : on lui refuse son séjour parce qu'elle n'a pas de ressources et sans séjour, elle n'a plus aucun moyen légal de se procurer des ressources.

EN CONCLUSION

Face à une législation aussi restrictive, à une administration peu compatissante et à un recours ineffectif, beaucoup de femmes se retrouvent face à un dilemme : soit elle sont forcées de subir la violence conjugale, soit elles perdent leurs papiers et toute protection en Belgique. Beaucoup de centres ne prennent pas en charge les femmes sans-papiers. Ce sont également des femmes qui viennent de l'étranger et qui n'ont donc souvent pas de famille ou de réseau social en Belgique. Le risque de se retrouver seules et à la rue est encore plus important pour elles que pour d'autres femmes pourtant déjà très fragilisées. ■

1 Je parlerai ici de femmes victimes de violence conjugale parce que ce sont des femmes qui en sont principalement victimes. Toutefois, le raisonnement juridique est transposable aux hommes migrants victimes de violences et aux couples homosexuels où les violences conjugales existent également.

2 Human Rights Watch, « *La loi était contre moi* », *Accès des femmes migrantes à la protection contre la violence intrafamiliale en Belgique*, 8 novembre 2012.

3 Voyez par exemple CCE, arrêt n° 192 771 du 28 septembre 2017

4 CCE, arrêt n° 114 792 du 29/11/2013

5 CCE, arrêt n° 187 037, du 19 mai 2017
